

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

#### **FOURNITURE, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE DE DIFFERENTS EQUIPEMENTS DE LAVAGE ET ACCESSOIRES POUR LE SERVICE DE STERILISATION DU CENTRE HOSPITALIER DE CHALON-SUR-SAÔNE**

---

**GHT Saône-et-Loire - Bresse - Morvan**  
4, Rue Capitaine Drillien  
71100 CHALON-SUR-SAONE

## SOMMAIRE

I - Identification des parties .....	4
I.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
I.2 - Titulaire.....	4
2 - Dispositions générales du contrat.....	4
2.1 - Objet du contrat.....	4
2.2 - Type d'accord-cadre.....	4
2.3 - Décomposition en lots .....	4
2.4 - Décomposition en phases .....	4
2.5 - Décomposition en tranches .....	4
2.6 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2.7 - Modification de l'accord-cadre.....	5
2.8 - Sous-traitance .....	5
3 - Durée de l'accord-cadre .....	5
4 - Exécution des bons de commande.....	5
4.1 - Emission des bons de commande.....	5
4.2 - Délais d'exécution .....	6
4.3 - Prolongation du délais d'exécution .....	6
4.4 - Suivi de l'exécution.....	6
4.5 - Contrôle de l'exécution .....	6
5 - Pièces contractuelles .....	6
6 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
7 - Protection des données à caractère personnel .....	7
8 - Prix.....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
8.2 - Modalités de révision des prix .....	7
8.3 - Clause de sauvegarde .....	8
9 - Garanties financières .....	8
10 - Avance .....	8
10.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	8
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
11 - Modalités de règlement des comptes .....	9
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
11.2 - Mode de règlement .....	9
11.3 - Présentation des demandes de paiement.....	9
11.4 - Délai global de paiement .....	10
11.5 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée .....	10
11.6 - Nantissement / Cession de créance.....	11
11.7 - Paiement des cotraitants .....	11
11.8 - Paiement des sous-traitants.....	11
12 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
13.1 - Vérifications .....	12
13.2 - Décision après vérification .....	12
14 - Garantie.....	12
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	12
16 - Pénalités.....	12
16.1 - Pénalités de retard.....	12
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	13

17 - Assurances.....	13
18 - Résiliation du contrat .....	13
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	14
19 - Règlement des litiges et langues.....	14
20 - Dérogations.....	14

# **I - Identification des parties**

## **I.1 - Pouvoir adjudicateur**

Le terme « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey, coordonnateur du GHT Saône-et-Loire - Bresse - Morvan.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Nom officiel	Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône - William Morey
Adresse postale	4, Rue du Capitaine Drillien CS 80120
Ville	CHALON-SUR-SAONE
Code postal	71321
Pays	FRANCE

## **I.2 - Titulaire**

Le terme « titulaire » est employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu l'accord-cadre avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

# **2 - Dispositions générales du contrat**

## **2.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance de différents équipements de lavage et accessoires pour le service de stérilisation du Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## **2.2 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les montants maximums sont indiqués à l'article "prix" de l'acte d'engagement.

## **2.3 - Décomposition en lots**

Il n'est pas prévu une décomposition en lots.

## **2.4 - Décomposition en phases**

Le marché est décomposé en deux phases de commande :

- Phase 1 (commande courant 2025) : Livraison – installation de 4 laveurs, 1 sas de transfert
- Phase 2 (commande courant 2028) : Livraison – installation de 2 laveurs

## **2.5 - Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## **2.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2.7 - Modification de l'accord-cadre**

Après sa conclusion, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier l'accord-cadre dans les conditions définies aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

## **2.8 - Sous-traitance**

En application de l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00€ TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le pouvoir adjudicateur.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties de l'accord-cadre qui sont sous-traitées.

## **3 - Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 5 ans à compter de sa notification, y compris les 2 ans de garantie.

## **4 - Exécution des bons de commande**

### **4.1 - Emission des bons de commande**

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande. Ces bons de commande sont établis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins. Il transmet les bons de commande au titulaire par courrier, par fax, ou par courriel.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le prix forfaitaire HT de chaque prestation ;
- les lieux et la date d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- toute référence utile à l'exécution du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS, lorsque que le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais à compter de la date d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire doit se

conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les prestations décrites au CCTP sont susceptibles d'être commandées plusieurs fois par le pouvoir adjudicateur en fonction des besoins.

Les bons de commandes peuvent être résiliés par le pouvoir adjudicateur, totalement ou partiellement, à tout moment.

## **4.2 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande.

## **4.3 - Prolongation du délais d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé aux pièces du marché.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du pouvoir adjudicateur, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la réalisation des prestations.

Cette prolongation est notifiée au titulaire par tout moyen.

Aucune demande de prolongation des délais d'exécution des prestations ne peut être présentée après l'expiration des délais contractuels définis à l'article 4.2 du présent CCAP.

## **4.4 - Suivi de l'exécution**

Le pouvoir adjudicateur peut demander, à tout moment, au titulaire la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut en aucune manière se soustraire à cette obligation.

## **4.5 - Contrôle de l'exécution**

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur peut par conséquent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que les prestations sont réalisées dans le respect :

- De ses obligations contractuelles
- De ses obligations légales ou réglementaires

## **5 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

### **PIECES PARTICULIERES**

- L'acte d'engagement (AE), dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- L'offre financière du titulaire

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- L'offre technique du titulaire, dont le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants éventuels, postérieurs à la notification de l'accord-cadre, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi
- Les bons de commande

### **PIECES GENERALES**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent accord-cadre, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

### **CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT**

Toute clause mentionnée dans les documents du titulaire (contrat, devis, etc.) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature de l'accord-cadre entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

## **6 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Aussi, le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents dont il aura eu connaissance au titre de cet accord-cadre.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent contrat. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

## **7 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les éléments relatifs à la protection des données à caractère personnel sont indiqués à l'annexe I du présent CCAP.

## **8 - Prix**

### **8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement qui indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants éventuels.

### **8.2 - Modalités de révision des prix**

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise des offres finales, et qui est appelé "mois zéro" défini à l'Acte d'Engagement.

La révision des prix est annuelle ; le point de départ du délai est la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande de révision des prix, au plus tard 2 mois avant la fin de l'année de révision en cours. Toute demande de révision des prix reçue après cette date est forclosée.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un nouveau bordereau des prix unitaires récapitulant les prix correspondant à l'offre de base, les anciens prix révisés (le cas échéant) et les nouveaux prix avec les pourcentages d'évolution successifs. Ces nouveaux prix sont alors fermes pour toute la durée de la période.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes passées à compter de cette date.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur en courrier recommandé avec accusé de réception ou en recommandé électronique de type « Letreco ».

Les demandes de révision des prix doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Nom officiel	Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey Direction des achats, de la logistique et des services économiques Cellule marchés
Adresse postale	4, Rue du Capitaine Drillien CS 80120
Ville	CHALON-SUR-SAONE
Code postal	71321
Pays	FRANCE

Ou en cas de recommandé électronique : [cellule.marches@ch-chalon71.fr](mailto:cellule.marches@ch-chalon71.fr)

Une fois validés par le pouvoir adjudicateur, les nouveaux prix sont alors fermes jusqu'au renouvellement de l'année suivante.

### **8.3 - Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application des nouveaux prix lorsque l'augmentation d'une des prestations est supérieure à 2,00 % par an.

## **9 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **10 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - FCS.

### **10.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est déterminé par application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du même Code. Ce montant est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.



L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Ce remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **I 0.2 - Garanties financières de l'avance**

Conformément à l'article L. 2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire ne sera pas acceptée.

## **I I - Modalités de règlement des comptes**

### **I I.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article I I du CCAG-FCS.

### **I I.2 - Mode de règlement**

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

### **I I.3 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur (débitteur)
- Le numéro de l'accord-cadre et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- La date de l'intervention
- La période de facturation (le cas échéant)
- L'intitulé des prestations exécutées (le cas échéant)
- L'intitulé de l'équipement dépanné (le cas échéant)

- Le nombre d'heure d'intervention et le tarif horaire de la main d'œuvre (le cas échéant)
- L'intitulé et les quantités des fournitures remplacées (le cas échéant)
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, auxquels cas il est établi une demande de paiement partiel définitif par intervention. En cas de non-respect de ces stipulations, le pouvoir adjudicateur retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement de commandes.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

Etablissement	SIRET	Code Chorus
CH Chalon sur Saône - William Morey	267 100 766 00109	SBFIN

**NOTA** : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai réglementaire de paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par l'adhérent du groupement de commandes d'une facture conforme.

## **I 1.4 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai global de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

## **I 1.5 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les montants indiqués dans l'acte d'engagement et dans le bordereau des prix unitaires sont établis en hors taxes et sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de facturation des prestations.

Le montant de la demande de paiement partiel et définitif est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## **I 1.6 - Nantissement / Cession de créance**

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-53 et R. 2191-58 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

## **I 1.7 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou au nom du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **I 1.8 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

# **12 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Adresses d'exécution

Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône – William Morey  
4, Rue du Capitaine Drillien  
71100 CHALON-SUR-SAONE

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans les plus brefs délais à compter de la date d'envoi de cette information.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements peuvent être remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS et de l'article 2 du CCTP.

## **I3 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **I3.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des prestations (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.I du CCAG-FCS.

### **I3.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications de l'accord-cadre ou de la commande.

La réception se fera conformément aux clauses du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

En cas de contradiction entre les clauses du CCTP de la présente consultation et les clauses du CCAG-FCS, les clauses du CCTP prévaudront.

## **I4 - Garantie**

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimale de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Pendant la période de garantie, les équipements sont considérés comme étant sous la garantie totale du titulaire (maintenance curative et préventive, contrôle qualité et contrôle de performance, etc.).

Pendant la période de garantie, les clauses du CCTP sont applicables.

## **I5 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **I6 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, dès lors que le délai de réalisation des prestations est expiré, sous réserve des stipulations prévues à l'article 4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### **I6.1 - Pénalités de retard**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité de retard pour la livraison des équipements	Journalière	150.00 €	En cas de retard dans la livraison des équipements, le titulaire s'expose à une pénalité de 150.00 € par

			jour de retard selon le calendrier de livraison établi avec le représentant du pouvoir adjudicateur
Pénalités pour retard dans la livraison des accessoires	Journalière	50,00 €	En cas de retard dans la livraison des accessoires, le titulaire s'expose à une pénalité de 50.00 € par jour de retard
Pénalités pour retard dans la livraison des consommables	Journalière	50,00 €	En cas de retard dans la livraison des consommables, le titulaire s'expose à une pénalité de 50.00 € par jour de retard
Pénalités pour retard dans la formation	Journalière	50,00 €	En cas de retard dans la formation des techniciens ou des agents utilisateurs du Centre Hospitalier, le titulaire s'expose à une pénalité de 50.00 € par jour de retard
Pénalités pour retard dans les prestations de maintenance préventive	Journalière	50,00 €	En cas de retard dans les prestations de maintenance préventive, le titulaire s'expose à une pénalité de 50.00 € par jour de retard
Pénalités pour retard dans les prestations de maintenance corrective	Journalière	100,00 €	En cas de retard dans les prestations de maintenance corrective, le titulaire s'expose à une pénalité de 100.00 € par jour de retard

## 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire.

## **I 8.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **I 9 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services